

Commission extra-municipale Ville-Armée  
Mourmelon-le-Grand (51)

### **Idée**

Optimiser les investissements de la ville en organisant le dialogue et la concertation avec les autorités militaires.

### **Démarche**

Avec la professionnalisation de l'Armée, Mourmelon reste une place militaire importante, avec 2% des effectifs de l'Armée de Terre. Les militaires s'installent le plus souvent en famille (pour 4 ans), ce qui n'est pas sans retombées économiques et sociales sur cette ville de 6 000 habitants : logements, équipements, services publics, écoles (1200 enfants de – de 11 ans).

En 2002, il est constaté que la ville et l'armée étudient, en même temps, la construction d'une nouvelle station d'épuration. Ceci amène une réflexion commune sur la nécessité de ne pas doubler les équipements (2 stades civils, 2 stades militaires, etc.).

En mars 2002 : création d'une Commission extra-municipale Ville-Armée pour mieux connaître les projets de chacun, prévoir les équipements nécessaires en optimisant leur utilisation et faire en sorte que civils et militaires bénéficient dans des conditions identiques, des mêmes structures.

Les financements seront croisés dès lors que les investissements sont jugés d'intérêt commun.

### **Contenu**

Déjà en place :

- enquête commune sur les besoins en logement,
- aliénation au profit de la ville d'un terrain militaire pour construire des logements,
- attribution des logements indépendamment des droits de réservation de chacun,
- accueil commun des nouveaux habitants
- organisation en juin 2002 d'une manifestation populaire (10 000 participants)
- accueil médecine du travail pour les salariés des entreprises locales à l'infirmerie de la garnison.
- ouverture de la piscine militaire le week end en contrepartie de l'embauche par la ville d'un maître nageur mis à la disposition de l'armée
- réflexion sur la construction d'une salle de spectacle et l'ouverture d'une crèche.

### **Commentaire du jury**

Une démarche anticipative trop rare qui mérite d'être soulignée, et la volonté de ne pas doubler les équipements et d'optimiser l'argent public au-delà des clivages ministériels. Avec des aménagements, cette démarche peut être imitée dans les territoires qui accueillent de nouvelles activités ayant des conséquences sur le développement local et les services publics.